

BOUIRA

84 milliards pour assainir les situations des entreprises du bâtiment

C'est un grand ouf de soulagement que les dizaines d'entreprises du bâtiment viennent de pousser après l'annonce faite ce lundi sur les ondes de Radio Bouira par le directeur de l'OPGI.

En effet, et après plusieurs mois de disette et de blocage engendrant plusieurs situations impayées pour les dizaines d'entreprises du bâtiment au niveau de la wilaya de Bouira, des blocages qui eurent pour effet immédiat l'arrêt presque total des chantiers, surtout pour le programme du LPL confié à l'OPGI. Le gouvernement a enfin décidé de débloquent l'argent nécessaire pour la poursuite de ce programme et son achèvement dans les meilleurs délais.

Ainsi, pour la wilaya de Bouira et d'après le directeur de l'OPGI, c'est une enveloppe de 840 millions de dinars, soit un peu plus de 84 milliards de centimes, qui est enfin versée dans les caisses de l'OPGI pour assainir les situations impayées de quelque 158 entreprises concernées par le programme LPL, au niveau de la wilaya.

D'après certains entrepreneurs que nous avons eu hier au téléphone, cette information, qui a été confirmée par leurs soins au niveau du département finances de l'OPGI, devra leur donner un nouveau souffle en leur permettant de payer leurs ouvriers, mais également leurs fournisseurs en matériaux de construction et autres produits, qui leur sont redevables et qui refusaient jusqu'à présent de leur fournir d'autres quotas avant d'assainir leurs situations financières vis-à-vis

d'eux. Ce d'autant que le wali, qui a multiplié ces dernières semaines ses sorties à travers la wilaya, surtout pour suivre de près les différents programmes de logements sous toutes les formules, insistait à chaque fois auprès des entreprises chargées du programme social de livrer tous les quotas prévus pour cette année dans les délais, à savoir avant la fin de l'année en cours avec quelque 800 logements avant fin juin 2017 et quelque 2 800 avant fin décembre 2017.

Rappelons qu'il y a un peu plus d'un mois, des dizaines d'entrepreneurs de la wilaya de Bouira spécialisés dans le secteur du BTPH avaient tiré la sonnette d'alarme et interpellé le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, pour leur venir en aide en débloquent les situations impayées depuis plusieurs mois pour certaines d'entre elles, sous peine de mettre la clé sous le paillason et envoyer au chômage des dizaines de milliers d'ouvriers.

Y. Y.

NAÂMA

Portes ouvertes sur l'administration fiscale

Dans le cadre des orientations des pouvoirs publics relatives à la mise en œuvre du nouveau modèle de croissance économique, l'administration des impôts de la wilaya de Naâma n'a pas été en reste des autres wilayas pour organiser des journées portes ouvertes sur la fiscalité.

Ces journées d'information, qui s'inscrivent en droite ligne avec les objectifs du programme de modernisation du ministère des Finances, se sont déroulées du 21 au 25 mai 2017 à travers les trois grands centres des impôts de la wilaya (Naâma-Mécheria et Aïn-Séfra). Afin de mieux connaître les nouvelles facilitations et répondre aux préoccupations fiscales exprimées, tant par les citoyens que par les opérateurs économiques, deux thématiques principales sont à retenir, à savoir les mesures de simplification et d'allègement de l'impôt forfaitaire unique (IFU), ainsi que le dispositif de rééchelonnement des dettes fiscales des entreprises en difficultés finan-

cières.

Concernant l'impôt forfaitaire unique (IFU), la loi de finances 2017 permet aux contribuables concernés d'opter pour l'imposition, selon le régime du réel, et les autorise aussi à recourir au paiement fractionné de cet impôt.

Notons également que la volonté de rééchelonnement des dettes fiscales des entreprises permet l'allègement aux entreprises qui éprouvent des difficultés à faire face à leurs échéances financières, notamment celles qui n'arrivent pas à payer l'intégralité des impositions mises à leur charge. Cependant, elles peuvent bénéficier du dispositif de rééchelonnement des dettes fiscales, et ce, en

application de l'article 90 de la loi de finances de 2017, permettant aux entreprises concernées le rééchelonnement de leurs dettes fiscales sur une période n'excédant pas 36 mois (soit trois années).

Cette mesure de facilitation est systématiquement assortie de l'effacement total des pénalités d'assiette et du recouvrement. Mais sont exclues du bénéfice de ce dispositif les dettes fiscales afférentes à des impositions qui font l'objet d'un recours contentieux au titre de la phase de recours préalable ou au titre des autres phases (commissions de recours, contentieux juridictionnel), les dettes fiscales afférentes à des impositions ayant donné lieu à des pénalités pour manœuvres frauduleuses, et les dettes fiscales concernant les entreprises jouissant d'une bonne santé financière.

En conséquence, l'administra-

tion des impôts invite les citoyens, les opérateurs économiques et autres porteurs de projets à se rapprocher davantage de ses services pour mieux s'enquérir de ces allègements fiscaux et trouver toutes les réponses à leurs questionnements.

Signalons, enfin, que la DGI (Direction générale des impôts) a mis à la disposition de ses contribuables un espace d'information à travers le site web : www.mfdgi.gov.dz et des pages des réseaux sociaux Facebook, Google+ et Twitter, à l'effet de s'enquérir des nouvelles modalités fiscales, modernisation et amélioration du climat des affaires, comment créer sa propre entreprise, ainsi que les facilités d'accès pour les déclarations et le paiement en ligne et bien d'autres services, téléchargements des imprimés ou encore l'immatriculation fiscale.

B. Henine

ORAN

Les droits des personnes en garde à vue discutés en séminaire

La question des droits des personnes en garde à vue et de leur protection a été au centre d'une rencontre-séminaire qui s'est tenue hier, à Oran, dans un hôtel du centre-ville.

Cette manifestation organisée par le Conseil national des droits de l'Homme (CNDDH), a vu la collaboration de partenaires comme le Bureau de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, de l'organisation internationale de la réforme pénale (Penal Reforme), avec comme

public ciblé, les représentants des forces de sécurité et la police judiciaire. Ce séminaire intervient au moment où, par exemple, du côté de la Sûreté nationale, des efforts ont été déployés pour que les cellules de garde à vue soient dotées de caméras afin d'assurer l'intégri-

té des prévenus. Durant la rencontre qui doit se poursuivre aujourd'hui, il a été évoqué justement certains aspects et dispositions judiciaires de la garde à vue, avec la recommandation du respect des droits des prévenus. Parmi ceux-ci, l'on peut citer les plus importants : le droit de prendre contact avec un avocat, avec les proches. Il est encore prévu la visite d'un médecin. Quant à la durée

de la garde à vue qui est de deux jours, il arrive souvent qu'elle soit prolongée, et cela, en accord avec le procureur de la République.

A noter que cette question de la durée de la garde à vue a souvent fait l'objet de critiques de la part des avocats, qui, dans des affaires sensibles, ont dénoncé la durée excessive de la garde à vue pour leurs clients.

Fayçal M.

SIDI-BEL-ABBÈS

La police mène la chasse aux charlatans

La Sûreté de Sidi-Bel-Abbès mène, depuis des mois, la chasse aux charlatans qui exploitent l'ignorance et la misère de pauvres gens en quête d'une solution à leurs problèmes.

Pas une semaine ne passe sans qu'un charlatan ne tombe dans les filets de la police pour aller croupir derrière les barreaux et méditer sur ses escroqueries.

La dernière arrestation en date, réalisée par la 10^e Sûreté de Sidi-Bel-Abbès, remonte au début de la semaine en cours lorsque des informations lui sont parvenues faisant état de deux charlatans, âgés de 48 et 54 ans, qui «plumaient» des gens.

La perquisition de l'un des domiciles des sujets a mis en évidence la présence de pages du Coran profané, des ingrédients nécessaires à la pratique de la sorcellerie, des armes blanches et des bombes lacrymogènes. Les deux charlatans, qui opéraient de concert, ont été arrêtés et écroués.

A. M.